

## Les mousquetaires de l'Occitanie

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 05 mars 2021

La situation politique est en train de prendre un tour particulièrement intéressant du côté de la région Occitanie, dans la perspective des prochaines élections régionales, qui se tiendront, si Dieu et Macron le veulent bien, au début de l'été, dans le courant du mois de juin

Dans cette nouvelle région rassemblant l'ancien Midi-Pyrénées flanqué du Languedoc-Roussillon, une large partie de la droite conservatrice a fait le choix de s'unir intelligemment en présentant comme candidat commun Jean-Paul Garraud. Actuellement député européen pour le Rassemblement national, il a longtemps fait partie des rangs de l'UMP avant de participer à la création du courant de la Droite populaire, incarné aujourd'hui par Thierry Mariani, candidat pour sa part en région Provence pour le RN. En 2017, il faisait partie des soutiens actifs de François Fillon au premier tour, et votait en faveur de Marine Le Pen contre Emmanuel Macron au second tour. En 2019, il a fini par quitter le parti LR, pour lequel il exerçait un mandat comme vice-président de groupe au niveau du département de la Gironde. Toujours membre de la Droite populaire mais attaché à son indépendance, il n'a pas rejoint pour autant les rangs du mouvement de Marine Le Pen.

Magistrat (il a été directeur adjoint de l'Ecole Nationale de la Magistrature), il est une personne dont la parole compte tout particulièrement compte tenu de l'actualité liée à l'islamisme et au terrorisme. C'est lui qui fut en effet le rapporteur du projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public, ainsi que l'initiateur du projet de création d'un « Procureur national antiterroriste », une idée reprise par Emmanuel Macron au début de son mandat. Il est aujourd'hui la cheville ouvrière du contre-projet présenté par le RN en réponse à la « loi confortant le respect des principes de la République ».

Jean-Paul Garraud est emblématique d'un certain profil de cadres politiques venus de la droite gouvernementale mais qui n'acceptent plus l'impasse dans laquelle est placé le pays par les caciques du parti UMP-LR, qui refusent avec toute l'énergie possible la convergence des forces de droite jusqu'au RN. Un profil équilibré, avec de l'expérience, qui ne peut évidemment que profiter au parti qui conforte ainsi sa position de premier opposant à Emmanuel Macron.

Mais le plus grand des tours de force de Jean-Paul Garraud est d'avoir réussi à afficher autour de sa personne l'entente bienveillante des personnalités politiques de la région : Louis Aliot, maire de Perpignan, Julien Sanchez, maire de Beaucaire, et Robert Ménard, maire de Béziers. Un quatuor de mousquetaires forts en gueule, une guerre des egos qui aurait pu virer à l'aigre : il n'en est finalement rien, et le candidat officiel communique avec enthousiasme, sur les réseaux sociaux, sur la collaboration efficace qui est en train de se dessiner entre ces ténors de la droite qui ont compris qu'ils avaient tout à gagner à s'unir. Une stratégie que *Liberté politique*, dans la droite ligne de ses engagements, ne peut que soutenir.

Pour l'heure, les Républicains, qui ont eu beau jeu de critiquer, dans la bouche d'Aurélien Pradié, « les excités du Rassemblement national », vont avoir à mener une partie à haut risque sur le terrain occitan. Jean-Paul Garraud est un candidat plus que crédible, venu de leur camp, et il est soutenu par des personnalités qui ont le vent en poupe dans la région : Sanchez et Ménard ont tous deux été réélus au premier tour dans leur municipalité, et Aliot, arrivé largement en tête au premier tour, a remporté la préfecture de Perpignan contre un candidat LR.

Le RN choisit un ancien UMP-LR, le parti LREM choisit quant à lui aussi un ancien LR, de l'autre bord : la recomposition est « en marche ». Au beau milieu, plus perdus que jamais, les Républicains peinent à trouver un champion crédible : deux candidats ont renoncé coup sur coup, Aurélien Pradié puis Arnaud Viala. Le président de l'agglomération d'Alès, dans le Gard, Christophe Rivenq, pourrait accepter d'y aller. Mais pour l'instant, rien n'est encore certain, et sa candidature ne suscite qu'un engouement très relatif. Les Républicains comprendront-ils que, face à la socialiste Carole Delga, ils ont tout intérêt à faire leur la devise des Mousquetaires, « un pour tous et tous pour un » ? Nul doute que leur base leur en saurait gré !

**Constance Prazel**